



Arrêt

n° 111 268 du 3 octobre 2013
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 avril 2013 par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 21 mars 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 16 juillet 2013 convoquant les parties à l'audience du 13 septembre 2013.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me L. DE CONINCK loco Me E. SOONS, avocat, et Y. KANZI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

De nationalité sénégalaise et d'ethnie lebou par votre père, toukoupleur par votre mère, vous auriez vécu au village d'Ouakam avec vos frères et soeurs. Votre père, depuis le décès de votre mère, aurait vécu dans des HLM avec sa seconde épouse.

Les motifs que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile sont les suivants :

Vous auriez découvert votre homosexualité à 15 ans. Depuis, vous l'auriez vécue à travers diverses relations sexuelles avec des hommes, en toute discrétion.

Votre famille n'aurait pas été au courant de votre homosexualité. Votre mère vous aurait déjà proposé de vous marier mais vous auriez écarté sa proposition arguant que vous auriez d'abord voulu gagner votre vie.

Depuis avril 2007, vous auriez une relation stable avec [D.D.] que vous auriez rencontré sur la plage.

Vous auriez eu des relations sexuelles à votre domicile et au sien, et occasionnellement dans une chambre louée au "Relais".

Le 17 juillet 2011, vous auriez été surpris sur la terrasse du toit de votre maison, alors que vous faisiez l'amour avec [D.], par votre frère qui venait fumer une cigarette en pleine nuit. Votre frère aurait crié, alertant vos autres frères et soeurs qui auraient commencé à vous frapper. L'un de vos frères aurait dit que [D.] pouvait partir, que sa famille s'occuperait de lui. Les voisines aussi seraient accourues et vous auraient injurié. Vos frères vous auraient enfermé dans votre chambre et vous y auriez passé le reste de la nuit. Stressé, vous n'auriez pas pensé à contacter votre petit ami.

Le lendemain matin, entendant que vos frères partaient au boulot, vous auriez défoncé la porte de votre chambre et auriez pris la fuite sous le regard impuissant de vos soeurs. Vous auriez fui au domicile de votre père et vous seriez installé chez lui comme d'habitude, sans rien dire de vos problèmes. Vos soeurs auraient alors téléphoné à votre père, se doutant que vous y étiez et lui auraient révélé votre homosexualité. Votre père furieux, vous aurait rejeté et ordonné de quitter sa maison, qu'il ne voulait pas avoir à faire à un homosexuel.

Vous vous seriez alors réfugié chez votre tante à Wiffis. Son mari n'aurait pas su la raison pour laquelle vous étiez chez eux.

Votre tante aurait appris via le fils de votre soeur que [D.] s'était réfugié en Gambie.

Vous auriez craint que votre famille ne vous tue à cause de votre homosexualité.

Vous seriez parti le 1er octobre 2011, votre tante aurait tout arrangé avec le passeur. Celui-ci vous aurait fourni un passeport et vous aurait accompagné à l'aéroport pour vous faire passer les contrôles. Vous seriez arrivé en Belgique le 2 octobre 2011 et y avez demandé l'asile le lendemain.

Depuis la Belgique, vous auriez gardé contact avec votre tante. Celle-ci vous aurait appris qu'après votre départ, vos frères et soeurs avaient appris que vous aviez été chez elle et qu'ils lui auraient reproché de vous avoir aidé. Votre famille aurait coupé les ponts avec votre tante et votre père aurait refusé l'argent que vous lui auriez fait parvenir via son intermédiaire, avançant ne pas accepter de l'argent d'un homosexuel.

Vous vous seriez fait parvenir vos documents d'identité via le fils de votre soeur qui les aurait remis à votre tante quand elle serait allée à Dakar.

B. Motivation

Après analyse approfondie de votre dossier, il apparaît que les divers récits et éléments de preuve que vous avez produits n'ont pas permis au Commissariat général d'établir qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Tout d'abord, force est de constater que vos propos n'emportent pas notre conviction concernant le fait que vous êtes homosexuel comme vous le prétendez et que c'est pour cette raison que vous avez quitté le Sénégal.

En effet, vos propos quant à votre découverte de votre homosexualité et à votre ressenti quant à cette question sensible sont restés particulièrement généraux et stéréotypés : ainsi, à la question de savoir ce qui vous a fait comprendre votre différence, vous répondez que c'est un gars de votre quartier qui venait chez vous et vous « a poussé à faire sortir votre homosexualité », invité à être plus explicite, vous répondez de manière laconique « qu'il vous a cherché et que vous avez été poussé ». Aussi, quand il vous est demandé ce que vous avez ressenti en acquérant la certitude d'être homosexuel, vous répondez « je le sens car la 1ère fois que j'ai fait l'amour je l'ai fait avec un homme, ça a déclenché mon

homosexualité, je n'ai jamais eu de copine, je ne sentais que les hommes ». A la question de savoir ce que vous avez pensé par rapport au fait d'être homosexuel, vous répondez « tout être humain pense dans sa tête, tu sais que tu es homosexuel et je ne sens pas les filles je ne les vois pas, la 1ère découverte que j'ai fait de l'amour c'est avec un homme ». Enfin, à la question de savoir ce que vous avez ressenti comme émotion, vous répondez « que vous êtes homosexuel et que vous n'y pouvez rien » (p.15-16, 17, CGRA).

De telles réponses ne permettent pas d'établir le cheminement intérieur qui aurait été le vôtre. En effet, ces propos stéréotypés ne donnent pas le sentiment de faits réellement vécus et d'une réelle recherche d'identité sexuelle dans votre chef.

Il en est de même des déclarations que vous avez tenues au sujet de votre partenaire, [D.].

Premièrement, invité à la décrire, vous donnez une description très sommaire et générale (p.12, CGRA) en déclarant qu'il est plus grand que vous, plus physique que vous (a des muscles), qu'il s'habille bien et qu'il a un visage doux. Interrogé à nouveau à ce propos, vous dites avoir dit tout ce que vous aviez à dire.

Deuxièmement, interrogé sur la façon dont [D.]conciliait sa pratique de la religion musulmane et son homosexualité, vous répondez qu'il vivait son homosexualité et pratiquait sa religion. A la question de savoir si ça ne lui posait pas de problème vu que l'islam réproouve l'homosexualité, vous répondez laconiquement que vous n'en avez jamais parlé avec lui, qu'il s'agissait de deux choses à part (p.11-12, CGRA). Compte tenu de la longueur de votre relation (4 ans), il est invraisemblable que vous n'ayez jamais abordé ce sujet d'autant que les autorités religieuses au Sénégal sont particulièrement hostiles à l'égard de l'homosexualité.

Troisièmement, alors que vous avancez avoir eu une relation de 4 ans avec [D.], vous ne savez pas s'il avait eu un autre travail avant d'être menuisier et ne connaissez rien de sa vie amoureuse passée. Pour tenter de justifier votre méconnaissance de ses relations antérieures, vous répondez de manière générale, à savoir que « c'est comme ça dans les relations, on fait croire à son partenaire qu'il est le premier à être aimé vraiment » (p.12 ;13-14, CGRA).

De toute évidence, ces différentes imprécisions ci-dessus relevées contribuent à entamer la crédibilité de vos déclarations, dans la mesure où l'on pouvait s'attendre à plus de consistance dans vos propos portant sur celui que vous présentez comme votre petit ami depuis 4 ans. Vos réponses vagues et générales ne permettent pas de croire à cette relation.

Qui plus est, il est étonnant que vous n'ayez pas cherché à en savoir plus sur le sort de votre petit ami [D.], après que votre famille ait découvert votre relation homosexuelle. Vous auriez juste appris qu'il était parti en Gambie (p.10-11, CGRA). Vous tentez de justifier ce manque d'intérêt pour le sort de votre petit ami par votre inquiétude pour votre sort personnel (p.11, CGRA). Cependant, votre justification n'est pas raisonnablement acceptable vu que vous expliquez être encore resté 3 mois au pays, 3 mois durant lesquels vous auriez pu vous renseigner plus avant sur son sort via votre tante, notamment.

Un tel désintérêt subi quant à l'homme que vous auriez aimé durant 4 ans ne permet pas de croire que vous ayez vécu une relation amoureuse avec cette personne.

Relevons également que vos propos ne sont pas crédibles sur la façon dont vous rencontriez vos partenaires avant d'avoir une relation stable avec [D.]. Ainsi, vous relatez que vous faisiez connaissance avec quelqu'un et partiez en ville pour avoir un rapport, qui restait sans suite. A la question de savoir comment vous rencontriez vos partenaires « d'un soir », vous répondez que vous « connaissiez des gars comme ça ». La question vous est de nouveau posée pour avoir plus de précision de votre part, et vous répondez : « par téléphone ». Il vous est alors demandé comment vous saviez qui contacter par téléphone, vous vous contentez de répondre : « je savais qui contacter ». A la question de savoir comment vous saviez que les gars à qui vous téléphoniez étaient homosexuels, vous répondez que vous les connaissiez du milieu que vous fréquentez. Cependant, vous êtes incapable de citer les lieux de rencontres des homosexuels, avançant que vous fréquentez seulement le « Just for you ».

Il vous est encore demandé si d'autres lieux de rencontre pour les homosexuels existent, ce à quoi vous répondez oui « Xalame » mais en disant avoir oublié de quoi il s'agit, vous ajoutez de plus que vous ne fréquentez pas les endroits homosexuels car c'était trop dangereux (p.16-18, CGRA).

Il ressort de ce qui précède que d'une part, vous vous contredisez au fil de vos déclarations, en effet, vous dites tout d'abord fréquenter le milieu puis vous vous ravisez et dites le contraire, et d'autre part, votre méconnaissance des lieux fréquentés par la communauté homosexuelle de votre pays jette aussi un sérieux doute sur votre appartenance au milieu homosexuel vu qu'il ressort de la documentation jointe au dossier administratif qu'il en existe au Sénégal.

Au vu de ce tout ce qui précède, votre orientation sexuelle -homosexuelle- ne peut être considérée comme établie. Or, comme il s'agit là d'un élément essentiel de votre demande, à savoir la cause des problèmes que vous auriez connus et qui vous auraient poussé à quitter le Sénégal, l'absence de crédibilité à ce propos remet en cause votre crédibilité générale et empêche d'établir le bien-fondé d'une crainte de persécution dans votre chef.

Ensuite, force est de constater que les invraisemblances suivantes ont été relevées au sein de vos déclarations, lesquelles empêchent encore d'emporter notre conviction que les faits que vous avez présentés sont ceux qui ont provoqué votre départ du Sénégal.

Ainsi, relevons d'abord le caractère imprudent de votre comportement, qui consiste à faire l'amour à plusieurs reprises sur la terrasse du toit de votre demeure familiale, en ne prenant d'autre précaution que d'attendre une heure tardive de la nuit (p.9, CGRA). Votre comportement est hautement improbable vu le contexte particulièrement homophobe régnant de manière générale au Sénégal et que vous viviez avec votre famille, musulmane pratiquante.

Aussi, le fait que vos frères, après avoir découvert votre homosexualité, se contentent de vous enfermer dans votre chambre avant de partir à leur travail, sans plus de précaution, est invraisemblable par rapport à vos déclarations selon lesquelles vos frères avaient l'intention de vous tuer (p.19, CGRA).

De même si vos frères nourrissaient de telles intentions vis-à-vis de vous, il est étonnant que, quand vous avez fui votre chambre, vous vous soyez réfugié chez votre père, lequel habitait en banlieue et aurait pu avoir été averti par vos frères et soeurs de la découverte de votre homosexualité ! Votre 3 comportement ne correspond pas à celui d'une personne qui éprouve une crainte de persécution vis-à-vis de sa famille en raison de son orientation sexuelle et met tout en oeuvre pour s'en protéger.

Il est également tout aussi surprenant que votre père n'ait pas été mis directement au courant de cette découverte de votre homosexualité par vos frères et soeurs.

Vos déclarations selon lesquelles vous vous réfugiez ensuite chez votre tante, chez laquelle vous alliez souvent en vacances d'après vos dires (p.11, CGRA) après le rejet de votre père n'emportent pas non plus notre conviction quant à une crainte fondée de persécution dans votre chef vis-à-vis de votre famille. Votre absence de crainte est aussi confirmée par le fait que vous passez 3 mois chez votre tante avant de quitter le Sénégal et ce, sans être aucunement inquiété par votre famille. D'après vous, votre famille aurait simplement téléphoné à votre tante pour savoir si elle vous avait vu, mais votre famille n'aurait fait aucune démarche pour venir voir chez votre tante si vous y étiez. Cette passivité de votre famille durant ces 3 mois est difficilement compatible avec vos déclarations selon lesquelles votre famille voulait vous tuer et vous trouverait où que vous soyez au Sénégal (p.6, CGRA). Votre comportement, à savoir rester durant 3 mois chez votre tante, alors que vous pensez que votre famille pourrait vous y trouver, n'est pas non plus celui d'une personne qui éprouve une crainte fondée de persécution. Confronté à ceci, vous répondez n'avoir jamais pensé à voyager (p.6, CGRA). Votre réponse ne permet aucunement de rendre votre comportement compatible avec celui d'une personne éprouvant une crainte en raison de son orientation sexuelle et ne permet pas d'emporter notre conviction quant au caractère vécu des problèmes invoqués.

Au vu de l'accumulation de toutes ces invraisemblances, le Commissariat général ne croit pas à la réalité des persécutions que vous prétendez avoir connues en raison de votre orientation sexuelle.

Par ailleurs, quand bien même votre orientation sexuelle avait pu être considérée comme établie, quod non au vu de ce qui précède, il ne ressort pas des informations objectives dont dispose le Commissariat général et dont une copie est jointe au dossier administratif que, à l'heure actuelle, tout homosexuel puisse se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté au Sénégal du seul fait de son orientation sexuelle.

En effet, si l'article 319 du code pénal condamne à des peines de prison et à des amendes les actes homosexuels (mais non le fait d'être homosexuel), aucune arrestation n'a été rapportée par les médias, sénégalais ou internationaux, en 2010 et 2011. En outre, la plupart des personnes arrêtées avant 2010 ont ensuite été libérées. Si certaines sources affirment que des arrestations ont encore lieu, elles précisent qu'elles sont moins nombreuses voire épisodiques et le contexte socio politique ne témoigne pas actuellement d'une violence systématique encouragée ou organisée par l'Etat.

En 2012, les médias sénégalais ont rapporté trois affaires judiciaires liées à des actes homosexuels, mais des condamnations n'ont été prononcées que dans deux d'entre elles. Dans la première, deux hommes ont été condamnés à 4 mois de prison. Dans la seconde, qui concerne un journaliste et personnage public, Tamsir Jupiter Diaye, ce dernier a également été condamné pour coups et blessures. Son avocat a déclaré à la presse qu'il allait interjeter appel. Il s'agit ici d'un cas particulier, concernant une personne au profil atypique et ultra médiatique, arrêtée dans des circonstances qui le sont tout autant (violente bagarre, menaces avec un couteau et blessure graves du co-accusé). Ces affaires isolées ne peuvent à elles seules démontrer l'existence d'une persécution de groupe à l'égard des homosexuels. Interrogé en janvier 2013, le directeur d'Amnesty International pour le Sénégal explique que: « au Sénégal, il est interdit d'avoir des relations sexuelles en public, même pour les couples hétérosexuels. Lorsque des couples homosexuels sont arrêtés, c'est souvent parce qu'ils ont eu des relations sexuelles en public et qu'ils ont été pris sur le fait ou dénoncés, ou parce qu'ils ont posé des actes sexuels dans la sphère privée, mais qu'ils ont été dénoncés à la police par leurs voisins. »

Toujours selon Amnesty International, il s'agit d'arrestations sporadiques, à raison d'une ou deux par an, et certainement pas d'une pratique quotidienne.

En avril 2011, la délégation de l'Union Européenne au Sénégal relevait qu'en général les rares procès débouchent sur des non lieux ou des classements sans suite. De surcroît, le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS), organe gouvernemental, se montrait attentif dans son plan d'action pour les années 2007-2011 à la situation spécifique des homosexuels et aux effets négatifs de leur stigmatisation. Le 27 décembre 2011, le CNLS et l'Alliance Nationale Contre le Sida (ANCS) organisaient un atelier de formation destiné à susciter chez les journalistes un meilleur traitement de l'information liée au VIH/SIDA, mais aussi à les amener à contribuer à la réduction de la stigmatisation et des discriminations dont sont victimes les porteurs du virus et les groupes vulnérables constitués par les travailleuses du sexe et les homosexuels. La directrice du CNLS a ainsi souligné que le rôle des médias 4 était également « d'atténuer les préjugés associés à la séropositivité et à certaines orientations sexuelles ».

Début mars 2012, au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, Macky Sall, alors candidat d'opposition et aujourd'hui président du Sénégal, a été invité à donner son point de vue sur la question de l'homosexualité. Il a répondu que : « Si nous arrivons au Pouvoir, nous la gérerons de façon responsable avec toutes les forces vives qui sont mobilisées pour donner une société moderne au Sénégal. »

Fin décembre 2012, le directeur de la cellule des droits de l'Homme du ministère de la Justice déclarait à la télévision nationale qu'il fallait faire preuve de davantage de compréhension à l'égard des homosexuels.

De fait, au Sénégal, comme dans de nombreux pays du monde, l'homosexualité est stigmatisée par la société. Son rejet est plutôt le fait de l'entourage, des amis, de la famille, des voisins et de la communauté. Une personne victime de violence homophobe ne pourra sans doute pas compter sur la protection de ses autorités, ce qui conduit le CGRA à une grande prudence dans l'examen de la crainte de persécution, individuelle et personnelle, que le demandeur d'asile peut invoquer en raison de son homosexualité. Cependant, le risque de réaction homophobe peut être atténué par certains facteurs tels que l'indépendance financière de l'individu, son appartenance à un milieu social favorisé ou l'attitude positive de sa famille et de ses amis. Par ailleurs, il y a une communauté homosexuelle active au Sénégal, surtout dans les villes telles que Dakar, St Louis, Thiès et Mbour. Plusieurs organisations pro-gay ont également vu le jour ces dernières années et si elles ne se profilent pas ouvertement comme telles, elles n'en travaillent pas moins à sensibiliser et à informer les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sur les maladies vénériennes, le HIV et le SIDA.

A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'est pas permis de conclure que, au Sénégal, toute personne homosexuelle encourt, du seul fait de son orientation sexuelle, un risque d'être victime d'une persécution de groupe, à savoir une persécution résultant d'une politique délibérée et systématique,

susceptible de frapper de manière indistincte tout membre d'un groupe déterminé du seul fait de son appartenance à celui-ci. En l'occurrence, dans la mesure où vous n'avez fait l'objet d'aucune mesure particulière de répression dans votre pays d'origine, les faits de persécution allégués à l'appui de votre demande d'asile ayant été jugés non crédibles, il ne peut être conclu à l'existence d'une crainte fondée de persécution dans votre chef, du seul fait de votre orientation homosexuelle ou de votre relation avec un partenaire de même sexe.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, le Commissariat général constate qu'il reste dans l'ignorance des motifs réels pour lesquels vous avez quitté votre pays et introduit la présente requête. Il est dès lors dans l'impossibilité de conclure à l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

De plus, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire, à savoir la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Les documents que vous avez déposés à l'appui de votre demande d'asile, à savoir votre ancienne carte d'identité, votre bulletin de naissance et l'extrait du registre de naissance, s'ils constituent un commencement de preuve de votre identité, ne permettent aucunement de prouver les persécutions dont vous prétendez avoir fait l'objet et ne sont nullement de nature à infirmer les considérations précitées.

Quant aux photos de vous à la Gay Pride de 2012 elles n'attestent aucunement de votre orientation sexuelle ni des craintes de persécution que vous alléguiez à l'appui de votre demande. En effet, cet événement public organisé dans les rues de Bruxelles rassemble des personnes de toutes orientations sexuelles, qu'elles soient sympathisantes ou non de la cause homosexuelle et lesbienne. Le simple fait d'y participer ne constitue dès lors pas une preuve de votre propre orientation sexuelle.

La carte d'identité d'un de vos amis en Belgique n'est pas de nature non plus à inverser le sens de cette décision.

Enfin, concernant les articles tirés d'Internet au sujet de la situation des homosexuels au Sénégal (p.5, 5 CGRA) en ce qu'ils concernent la situation générale, ils ne permettent pas de rétablir votre crédibilité personnelle ni d'inverser le sens de cette décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1. Devant le Conseil, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits exposés dans la décision attaquée.

2.2. La partie requérante invoque la violation de l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié (ci-après « la Convention de Genève »), des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »), de l'article 4 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, des articles 3, 4 et 7 de la Charte du 12 décembre 2007 des droits fondamentaux de l'Union européenne, des principes de bonne gouvernance ainsi que des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2.3. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.4. En conséquence, elle sollicite, à titre principal, la réformation de l'acte attaqué et la reconnaissance du statut de réfugié ou l'octroi de la protection subsidiaire. A titre subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision entreprise.

3. Pièces versées au dossier de la procédure

3.1. La partie requérante annexe à sa requête un article de presse issu du site www.rtb.be du 12 avril 2013 intitulé « *Sénégal : Macky Sall « exclut totalement » la légalisation de l'homosexualité* ».

3.2. Par courrier daté du 3 septembre 2013, la partie requérante a fait parvenir trois nouveaux articles de presse, en l'occurrence :

- un article du site www.steal.net daté du 7 juillet 2013 intitulé « *A Touba ce dimanche, Macky Sall réaffirme sa position sur l'homosexualité : pas de dépénalisation tant que je serai là !* » ;
- un article du site www.news.aniamey.com daté du 28 juin 2013 intitulé « *Le Sénégal n'est pas prêt à dépénaliser l'homosexualité (Macky Sall)* » ;
- et un article du 9 juillet 2013 de source inconnue intitulé « *Sergine Moustapaha Cissé : L'homosexualité ne sera jamais tolérée au Sénégal* ».

3.3. Indépendamment de la question de savoir si cette pièce constitue un nouvel élément au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate qu'elle est valablement déposée dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elle étaye le moyen. Elle est, dès lors, prise en considération.

3.4. Par le même courrier du 3 septembre 2013, la partie requérante a également déposé une lettre de la tante du requérant datée du 19 août 2013.

3.5. 3.2. Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, « *l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides* » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « *cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure.* » (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

3.6. Le Conseil estime que le courrier précité satisfait aux conditions légales, telles qu'elles sont interprétées par la Cour constitutionnelle, et décide dès lors d'en tenir compte.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

4.1. La décision entreprise repose sur l'absence de crédibilité du récit du requérant, dans lequel apparaissent des imprécisions, invraisemblances, divergence et lacunes relatives, notamment, à sa relation amoureuse avec [D.D.], à la prise de conscience de son orientation sexuelle, aux circonstances dans lesquelles son homosexualité a été découverte, aux réactions que celle-ci a suscité de la part de ses frères, à la façon dont le requérant rencontrait ses partenaires et les lieux qu'il fréquentait, au sort de son petit ami, et aux circonstances entourant sa fuite du domicile familial. La partie défenderesse estime qu'elles entachent les déclarations du requérant et empêchent de tenir pour établis la réalité des faits invoqués, en l'occurrence son orientation sexuelle et les problèmes rencontrés de ce fait. La décision estime en outre que, même à supposer l'homosexualité du requérant établie, *quod non*, il ne ressort pas des informations objectives dont dispose la partie défenderesse que tout homosexuel puisse se prévaloir d'une crainte d'être persécuté au Sénégal du seul fait de son orientation sexuelle. Enfin, elle considère que les documents déposés au dossier ne permettent nullement d'inverser le sens de la décision querellée.

4.2. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de sa demande de protection internationale et se livre à une critique de divers motifs de la décision entreprise.

4.3. Le débat entre les parties se noue dès lors autour de la question tant de l'établissement des faits invoqués par la partie requérante et de l'absence de documents pour les étayer que de la réalité de son orientation sexuelle.

4.4.1. En l'espèce, excepté le motif de la décision entreprise qui fait grief au requérant d'être incapable de citer les lieux de rencontre des homosexuels au Sénégal, motif que le Conseil ne juge pas pertinent, il fait siens tous les autres motifs de la décision entreprise dont il constate qu'ils se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents dès lors qu'ils portent sur des éléments essentiels de la demande d'asile du requérant. Dès lors, ils suffisent pour conclure à l'absence de crédibilité des faits allégués par la partie requérante à l'appui de sa demande d'asile.

4.4.2. En particulier, s'agissant de la découverte de son orientation sexuelle et de la façon dont il a appréhendé celle-ci, le Conseil rejoint la partie défenderesse lorsqu'elle estime que les propos du requérant sont demeurés vagues, généraux et stéréotypés. En effet, au vu des réponses apportées par le requérant sur cette question, le Conseil estime, lui aussi, que les déclarations du requérant concernant la prise de conscience de son homosexualité et le ressenti qui fut le sien suite à cette découverte sont particulièrement peu consistantes en manière telle qu'elles ne permettent pas de rendre compte de manière crédible du cheminement qui fut le sien, d'autant que celui-ci a pris place dans une société qu'il décrit comme largement homophobe (v. rapport d'audition du 5 mars 2013, pages 11-12), ce qui laisse légitimement penser qu'il a dû être émaillé de nombreux questionnements intérieurs difficiles.

4.4.3. En ce qui concerne sa relation avec [D.D.], le Conseil se rallie également à l'analyse de la partie défenderesse en ce qu'elle pointe les propos imprécis et inconsistants du requérant concernant les détails de sa relation avec cette personne avec laquelle il est resté en couple plus de quatre ans (questionnaire du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, page 3). Ainsi, outre le fait qu'il se montre incapable de donner une description qui ne soit pas sommaire du physique de son compagnon, le Conseil relève également que le requérant a fourni très peu de détails lorsqu'il a été invité à évoquer des sujets de conversations ou des activités qu'il partageait avec [D.D.] (*Ibidem*, pages 12 à 14) ou encore des détails de la vie personnelle de celui-ci. Partant, le Conseil estime que si le requérant a pu donner certaines informations ponctuelles au sujet de [D.D.], il n'a en réalité livré aucun élément significatif ou anecdote permettant de rendre compte de la particularité de leur relation.

4.4.4. En outre, le Conseil constate avec la partie défenderesse que le requérant est incapable de préciser le sort actuel de son petit ami avec lequel il n'a jamais essayé de reprendre contact, de même qu'il n'a pas estimé opportun de se renseigner à son sujet à l'exception d'une fois auprès de sa tante. Ainsi, le Conseil ne peut concevoir que le requérant n'ait pas du tout cherché à se renseigner pour savoir ce qu'il était advenu de son compagnon. Ce désintérêt manifeste du requérant à cet égard empêche de croire qu'il a effectivement entretenu une relation amoureuse avec cette personne.

4.4.5. Par ailleurs, le Conseil est d'avis avec la partie défenderesse que les circonstances dans lesquelles cette relation a été mise au jour apparaissent invraisemblables. Le Conseil considère que le comportement peu précautionneux du requérant et de son petit ami, lesquels ont pris le risque d'avoir des relations sexuelles sur la terrasse de la maison familiale, où tout le monde était présent, n'apparaît pas crédible dans le contexte homophobe qui caractérise la société sénégalaise et eu égard au contexte religieux dans lequel évoluait le requérant. Le Conseil juge tout aussi invraisemblable le scénario décrit par le requérant suivant lequel il a attendu que ses frères partent au travail pour sortir de la chambre où il était séquestré et pour se rendre chez son père (!), sans se douter que celui-ci allait inévitablement être mis au courant de ce qui s'était passé la veille.

4.5. Les moyens développés dans la requête ne permettent pas de conduire à une autre conclusion. La partie requérante n'y apporte aucun élément de nature à expliquer de manière pertinente les importantes imprécisions, lacunes et invraisemblances dans les déclarations successives du requérant, relevées par la partie défenderesse ou à établir la réalité des faits invoqués.

En effet, lorsqu'elle n'est pas simplement muette, elle se contente de réfuter par des vaines justifications certains motifs de refus de la décision dont appel.

4.5.1. Ainsi, elle se contente de soutenir que les réponses aux questions posées par l'agent interrogateur étaient beaucoup plus détaillées que ne le suggère la décision entreprise, précisant que le requérant a répondu aux questions sur la famille, le métier, les hobbies et les rencontres de [D.D.] et leur vie sexuelle. Ce faisant, le Conseil constate que la partie requérante se contente de réitérer les éléments livrés à la base de sa demande d'asile lors de son audition devant les services de la partie défenderesse mais n'apporte aucun éclairage neuf en la matière et ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau, objectif et consistant pour pallier les insuffisances qui caractérisent son récit et notamment pour convaincre de la réalité objective des menaces qui pèseraient actuellement sur le requérant depuis la découverte de sa relation amoureuse avec [D.D.] et de son homosexualité. Le Conseil rappelle à cet égard que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (*Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier de la protection qu'il revendique, *quod non* en l'espèce. Il en résulte que les motifs et constats précités de la décision demeurent entiers, et empêchent à eux seuls de faire droit aux craintes et risques allégués.

4.5.2. Elle argue ensuite que la résignation du requérant quant à son orientation sexuelle n'a rien de « *bizarre si on vivait dans une société où l'homosexualité est considérée contre la nature* » (requête, page 4). En restant en défaut de préciser utilement, en termes de requête, la portée et la finalité de cet argument, le Conseil estime qu'il ne saurait y être fait droit à défaut de pouvoir en cerner la teneur.

4.5.3. Ensuite, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de s'être uniquement fondée sur les réponses fournies par le requérant et ses connaissances des lieux fréquentés par les homosexuels pour fonder sa décision et de ne pas avoir utilisé d'autres types de renseignements tels qu'un examen médical, des témoignages, des entretiens avec le requérant, un examen des connaissances et du comportement du demandeur d'asile et ce en méconnaissance de l'article 4 de la directive 2004/83/CE du 29 avril 2004 susvisée et des articles 3, 4 et 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Le Conseil ne peut suivre ce raisonnement. En effet, l'obligation de motivation qui pèse sur la partie défenderesse ne la contraint pas à démontrer que le requérant n'est pas homosexuel, mais bien à exposer les motifs pour lesquels elle estime que l'homosexualité de ce dernier n'est pas établie à suffisance. Le caractère lacunaire, peu détaillé et très peu circonstancié des déclarations du requérant quant à son homosexualité et quant aux faits de violence qu'il aurait endurés, empêche de les tenir pour établis. De plus, le Conseil constate que la requête s'abstient de fournir elle-même les éléments qui, selon la partie requérant, sont susceptibles d'établir la réalité de l'homosexualité alléguée.

4.5.4. Enfin, elle conteste les conclusions des informations de la partie défenderesse selon lesquelles il n'y a pas de persécutions de groupe des homosexuels au Sénégal et reproduit divers passages desdites informations ainsi qu'un article de presse qu'elle dépose au dossier de la procédure qui établissent selon elle que tout homosexuel sénégalais peut se prévaloir actuellement d'une crainte d'être persécuté du seul fait de son homosexualité. Or, dès lors que la réalité de l'orientation sexuelle alléguée ne peut être tenue pour établie, le Conseil considère que la lecture que fait la partie requérante de ces diverses informations est sans pertinence à ce stade de l'examen de la demande. Il en va de même des trois articles de presse que la partie requérante a fait parvenir au Conseil postérieurement à l'introduction de son recours (Voy. *Supra*, point 3.2.).

4.5.5. Pour le surplus, le Conseil estime que, contrairement à ce que tend à faire accroire la requête, la partie défenderesse a réalisé un examen correct, impartial et minutieux des éléments de la cause. Par ailleurs, si le Conseil constate que la partie défenderesse n'a pas repris *in extenso* les déclarations faites par le requérant dans sa décision, elle n'en a pour autant dénaturé les propos tenus par le requérant ou accentué leur caractère laconique.

4.6. Au demeurant, la partie requérante ne fournit dans sa requête aucun élément de nature à établir la réalité des faits évoqués et le bien fondé des craintes invoquées.

4.7. Quant à la lettre datée du 19 août 2013 rédigée par la tante du requérant, le Conseil estime qu'elle ne permet pas de rétablir la crédibilité gravement défaillante du récit du requérant.

En effet, outre le fait que son caractère privé limite le crédit qui peut lui être accordé, le Conseil étant dans l'incapacité de s'assurer des circonstances dans lesquelles elle a été rédigée, elle ne contient pas

d'élément qui permette d'expliquer les incohérences qui entachent le récit de la partie requérante et n'apportent aucun éclaircissement sur le défaut de crédibilité des faits qu'elle invoque.

4.8. Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays ou qu'il en reste éloigné par crainte au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 .

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. Aux termes de l'article 48/4, § 1^{er}, de la loi, « *Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ».

Selon le § 2 de cette disposition, « sont considérés comme atteintes graves :

- a) la peine de mort ou l'exécution ; ou
- b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou
- c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

5.2. Dans la mesure où il a déjà été jugé que les faits invoqués à l'appui de sa demande d'asile manquent de crédibilité, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

5.3. D'autre part, la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation au Sénégal, d'où elle est originaire, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par la disposition légale précitée.

6. En conclusion, il apparaît donc que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

7. La demande d'annulation

S'agissant, de la demande d'annulation en vue d'un nouvel examen, le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation, laquelle est devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois octobre deux mille treize par :

M. J.-F. HAYEZ, président f.f., juge au contentieux des étrangers

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA

J.-F. HAYEZ